



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-06-33

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 32
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE VINGT-SEPT JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU
ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

VOTE :

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 14

Didier BELOT

Noëlle SULPIS (pv Arlette ACOCA)

Michel NUGUES

Patricia BIZOUERNE

Sandrine LADISA (pv à Corinne
RAOULT)

Nathalie RIBEMONT

David PEREIRA

Nicolas CAUADRADO

Nicolas RONDEPIERRE (pv à Nathalie
RIBEMONT)

Pierre-Marie SALLE

Corinne RAOULT

Patricia DJOSSOUVI (pv à Nicolas
CUADRADO)

Lydia TCHARLAIAN

Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI,
Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie
SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjoints au Maire

Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel
ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE,
Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas
CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

Absents et représentés : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve
EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette
ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI
(pouvoir Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT),
Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir Nathalie RIBEMONT)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

MODALITES D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

Dans le cadre de la convergence des collectivités locales vers une gestion budgétaire et comptable
renovée, notre commune poursuit son engagement en faveur d'une meilleure maîtrise de son actif, en
anticipant notamment l'entrée en vigueur des règles du Compte Financier Unique (CFU).

Le passage en M57 nous a conduits à un travail de fond sur la fiabilisation de notre actif, en cohérence
avec les recommandations de la Direction générale des collectivités locales (DGCL).

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250707-2025-06-33-DE
Date de télétransmission : 07/07/2025
Date de réception en préfecture : 07/07/2025

Les ajustements proposés dans le tableau annexé à la présente note visent à rationaliser les durées d'amortissement, sans excès de prudence comptable, dans un souci de sincérité des comptes mais aussi de préservation des capacités de gestion de la collectivité. Il convient en effet de rappeler que les amortissements, bien qu'indispensables à la représentation fidèle du patrimoine, ont pour effet mécanique de flécher l'épargne brute de la section de fonctionnement, conduisant à une forme d'épargne contrainte.

Dans ce contexte, il apparaît plus conforme au principe de libre administration des collectivités territoriales que le Conseil Municipal conserve la pleine maîtrise du niveau d'épargne qu'il souhaite dégager pour financer ses projets, sans se voir imposer un surcroît d'amortissement au-delà des exigences réglementaires.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le nouveau tableau des durées d'amortissement annexé à la présente délibération, fondé sur une approche réaliste, proportionnée, et respectueuse du cadre de gestion budgétaire en vigueur.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 106 de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 dite NOTRe,

VU l'arrêté interministériel du ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'Action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

VU la délibération 2014-04-01 du 29 avril 2014 portant détermination des catégories de biens et de leurs durées d'amortissement,

VU la délibération 2024-10-44 du 28 octobre 2024 portant détermination des catégories de biens et de leurs durées d'amortissement,

VU l'avis favorable de la Commission Vie municipale du 18 juin 2025,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre une délibération actualisant le périmètre des amortissements conformément à la réglementation en vigueur,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

ARTICLE 1 : D'APPROUVER le périmètre des immobilisations faisant l'objet d'un amortissement proposé dans le tableau annexé à cette délibération.

ARTICLE 2 : D'APPROUVER les durées d'amortissement proposées dans le tableau annexé à cette délibération.

ARTICLE 3 : DE DIRE que la présente délibération sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 4 : DE DIRE qu'ampliation de la présente délibération sera adressée au Préfet et au Comptable Public.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
suscits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,

Le Maire



Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250707-2025-06-33-DE
Date de télétransmission : 07/07/2025
Date de réception préfecture : 07/07/2025

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

ANNEXE DELIBERATION 2025-06-33
DUREES D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Les durées d'amortissement sont déterminées en fonction de la nature des biens et de leur utilisation prévue, tout en respectant les normes comptables applicables. Chaque catégorie d'immobilisation est ainsi soumise à une analyse rigoureuse, permettant de garantir une juste évaluation de la valeur économique et technique des actifs concernés.

Conformément à la réglementation et à la nomenclature M57, les immobilisations sont amorties au prorata temporis la première année, en fonction de la date de mise en service.

Il convient de préciser que lorsque dans la subdivision, il est précisé X, cela signifie que le compte dispose de nombreuses déclinaisons conformément au plan de compte M57 déterminé par arrêté interministériel. Par conséquent la durée d'amortissement s'applique pour l'ensemble des subdivisions des comptes.

Nature de comptes	Libellé	Subdivision de comptes	Descriptif (exemples d'immobilisations)	Durée d'amortissement ancienne	Nouvelle durée d'amortissement dans le cadre de la délibération
	Immobilisations de faible valeur		Tous les investissements inférieurs à 1000€	1 an	1 an
202	Frais d'études, élaboration, modifications de documents d'urbanisme	-	Frais d'études, d'élaboration, modifications et révisions des documents d'urbanisme	3 ans	5 ans
203	Frais d'études, recherche et développement	203x	Toutes les études préalables visant à la réalisation de travaux d'investissement (certaines études peuvent être intégrées aux travaux)	3 ans	5 ans
205	Concessions et droits similaires, licences, marques,...	205x	Licences antivirus, adobe, etc...	2 ans	5 ans
			Logiciels métiers (RH, Finances, Accueil Familles, Urbanisme, services techniques, etc...)	5 ans	5 ans
208	Autres immobilisations incorporelles	208x	Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition	5 ans	5 ans
211	Terrains	-	Acquisitions de terrains nus ou bâtis	Non amortissable	Non amortissable
212	Aménagement et aménagement de terrains	2121 2128 2131x 2132x	Plantations d'arbres et d'arbustes Autres agencements et aménagements de terrains Bâtiments publics (administratif, scolaire, culturel, etc...) Immeubles de rapport	20 ans Non amortissable Non amortissable 20 ans	20 ans Non amortissable Non amortissable 20 ans
213	Constructions, installations générales	2135x 2138	Installations générales, agencements, aménagements des constructions Plantations	15 ans 20 ans	Non amortissable 20 ans

215	Installations, matériel et outillage techniques	2151	Réseaux de voirie (éclairage public, mâts, lampadaires, etc...)	20 ans	Non amortissable
		2152	Installations de voirie : équipements de voirie, barrières, panneaux, bornes, potelets mobilier urbain, bancs, corbeilles	15 ans	Non amortissable
		2153	Réseaux divers (réseaux câblés, d'électrification, hydrants, etc...)	30 ans	Non amortissable
		2156x	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile (caméra vidéo protection, défibrillateurs, extincteurs)	5 ans	5 ans
		215731	Matériel et outillage de voirie roulant (balayeuse, laveuse, véhicule technique, tondeuse, etc...)	8 ans	8 ans
		215738	Autres matériels et outillages de voirie (tronçonneuse, marteau piqueur, groupe électrogène, guirlande lumineuse, etc...)	5 ans	8 ans
		21578	Autres matériels et outillages techniques (Transpalette, etc...)	10 ans	8 ans
		2158	Outillage électroportatif (visseuse, perceuse, meuleuse, compresseur, etc...)	5 ans	10 ans
		2158	Gros outillage (pont élévateur, benne, etc...)	10 ans	10 ans
		216x	Collections et œuvres d'art	Non amortissable	Non amortissable
216	Biens historiques et culturels	2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	15 ans	15 ans
		2182	Matériel de transport léger (scooter, vélo, vélo électrique, etc...)	5 ans	10 ans
		2182	Véhicules <3,5 tonnes (voiture, fourgonnette, camionnette, etc...)	8 ans	10 ans
		2182	Véhicules lourds (camion événementiel, tracteur, pelleuse, etc...)	10 ans	10 ans
		2183	Matériel informatique (ordinateurs fixes et portables, imprimantes, photocopieurs, tablettes, périphériques et accessoires)	3 ans	5 ans
		2183	Serveurs, équipements réseaux, terminaux de paiement	5 ans	5 ans
		2184	Fauteuil de bureau, fauteuil adapté ergonomique	8 ans	10 ans
		2184	Mobilier scolaire (chaises, bancs, tables, bureaux, armoires, etc...)	15 ans	10 ans
		2184	Matériel de bureau et mobilier administratifs (bureaux, caissons, armoires, vitrines, chaises, tables, etc...)	10 ans	10 ans
		2184	Matériel de bureau et mobilier administratifs (bureaux, caissons, armoires, vitrines, chaises, tables, etc...)	10 ans	10 ans
218	Autres immobilisations corporelles				

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250707-2025-06-33-DE
Date de télétransmission : 07/07/2025
Date de réception préfecture : 07/07/2025

2184	Mobilier sécurisé (coffre-fort, armoire forte)	20 ans	10 ans
2185	Matériel de téléphonie (téléphones portables)	2 ans	5 ans
2185	Matériel de téléphonie (téléphones fixes, serveurs téléphoniques, infrastructure)	5 ans	5 ans
2188	Electroménager (lave-linge, sèche-linge, réfrigérateur, four, cuisinière, aspirateur, téléviseur, appareil photo, etc...)	5 ans	10 ans
2188	Matériel de restauration professionnel (self, four, lave-vaisselle, armoire froide, chambre froide, mobilier inox de cuisine, chariots, etc...)	10 ans	10 ans
2188	Matériels fêtes et cérémonies (tentes, barnum, grille d'exposition, etc...)	7 ans	10 ans
2188	Equipements sportifs (buts de handball, buts de football, paniers de basketball, jeux extérieurs, tobogans, balançoires, etc...)	10 ans	10 ans